

**Haïti à l'heure du «Pays
lock»**

Nouvelles d'Haïti en crise

Depuis deux mois, les manifestations se succèdent à Port-au-Prince et dans les principales villes du pays, envahies par les barrages, minées par l'insécurité et en proie aux pénuries – nouvel épisode du mouvement de contestation qui réclame depuis plus d'un an le départ du président Jovenel Moïse. Le Défap, en lien avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, novembre 2019 © DR

Une Église envahie par des manifestants en plein culte : c'est la scène qui s'est produite, ce samedi 2 novembre, à Carrefour Poy, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Des protestataires réclamant la démission du président de la République Jovenel Moïse ont investi l'Église Adventiste Éphèse d'Arcahaie. Si, aux

dernières nouvelles, l'incident n'a pas fait de blessés, il témoigne du degré de tension que connaît aujourd'hui l'ensemble de la société haïtienne, au deuxième mois d'un nouveau pic de mobilisation contre le président haïtien.

Haïti, l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental, a toujours du mal à se remettre du séisme d'une magnitude de 7,0 qui a tué plus de 100.000 personnes et laissé environ deux millions d'Haïtiens sans toit en 2010. À la suite de cette catastrophe, une épidémie de choléra – malencontreusement propagée par des casques bleus de l'ONU justement envoyés pour aider la population – a tué environ 10.000 personnes. Depuis lors, Haïti a connu des tempêtes et des inondations tragiques : en 2016, l'ouragan Matthew a détruit 90% des bâtiments situés le long de la côte sud du pays et causé des dommages matériels évalués à 1,9 milliard de dollars. La société haïtienne est tout aussi sinistrée : le taux de chômage est supérieur à 70%, avec un taux d'inflation de 19%, et plus de la moitié des 11 millions d'habitants vivent avec moins de 2,41 dollars par jour.

Le déclencheur de la contestation : l'affaire Petrocaribe

Mais outre la dégradation des conditions de vie, le mauvais état des infrastructures, la mauvaise qualité des services publics et la corruption, une grave crise politique et institutionnelle est venue aggraver les maux de la société haïtienne. Depuis plus d'un an, l'opposition politique réclame la démission de Jovenel Moïse. Les protestations, lancées à l'origine pour dénoncer une hausse du prix du carburant, se sont intensifiées avec la diffusion d'un rapport selon lequel quelque 2,3 milliards de dollars liés à un accord avec Petrocaribe, une alliance pétrolière permettant à certains pays des Caraïbes d'acheter du pétrole du Venezuela en bénéficiant de paiements différés, avaient disparu. L'argent économisé devait servir à financer des programmes sociaux et

d'équipement dont la société haïtienne a cruellement besoin. Cependant, peu d'améliorations ont été apportées et le rapport a mis en évidence des détournements de fonds.

Les épisodes de mobilisation se succèdent depuis des mois, entrecoupés de périodes où la tension se transforme en insécurité globale. Au cours de la vague de manifestations qui a repris depuis deux mois, les universitaires, les ouvriers du textile, les artistes, le secteur médical sont tour à tour descendus dans la rue. Après des séries de manifestations massives, qui ont paralysé les principales villes du pays, les protestations ont dégénéré en une tension généralisée qui a vu des barrages s'ériger en plein coeur de Port-au-Prince, des entreprises attaquées et incendiées. Le Nouvelliste, l'un des quotidiens de référence dans le pays, écrit ainsi : «Port-au-Prince ressemble à un champ de ruines. Les activités normales sont paralysées ou fortement perturbées dans la capitale haïtienne et dans les principales villes de province depuis deux mois. Il ne se passe un jour sans qu'il n'y ait des mouvements de protestation, le plus souvent violents, exigeant la démission du président de la République.»

Les pénuries de carburant ont provoqué des émeutes et ont entraîné une interruption de l'approvisionnement en eau, tandis que les populations ont du mal à trouver du carburant pour leurs générateurs, leurs cuisinières et leurs véhicules. Les manifestants ont aussi obligé nombre d'écoles à fermer. Des barrages routiers et des affrontements entre protestataires et forces de l'ordre ont bloqué des voies d'approvisionnement stratégiques entre Haïti et la République dominicaine voisine, qui a renforcé la sécurité à sa frontière. De nombreuses routes autour de la capitale haïtienne sont devenues impraticables. Les hôpitaux et tout le secteur de la santé pâtissent tout particulièrement des pénuries. Les programmes internationaux d'aide également...

L'aide internationale bloquée

Actuellement, 2,6 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide alimentaire. Le coordonnateur humanitaire de l'ONU en Haïti a évoqué récemment le sort de centaines de milliers de familles auxquelles les organisations humanitaires n'ont plus accès du fait des troubles. Il a notamment parlé de dix-neuf mille enfants souffrant de malnutrition dont les cas nécessiteraient des soins d'urgence. Alors que l'opposition haïtienne s'active pour fournir les noms de possibles candidats au poste de chef de l'État, les États-Unis appellent à un dialogue entre tous les acteurs et à la formation d'un gouvernement comme solution à la crise, et le sous-secrétaire d'État adjoint au Département d'État américain pour l'hémisphère occidental, Jon Piechowski, en a fait un préalable pour toute aide alimentaire – alors qu'une telle aide avait précisément été sollicitée par le président Jovenel Moïse.



L'appel de Religions pour la Paix Haïti © DR

La plateforme Religions pour La Paix Haïti, antenne régionale de Religions for Peace, conférence mondiale de représentants des religions dédiée à la promotion de la paix, a été sollicitée ces dernières semaines par le chef de l'État pour servir de médiateur, mais a refusé d'endosser ce rôle. Toutefois, dans un communiqué daté du 4 novembre, elle invite les protagonistes de la société civile à encourager un dialogue inclusif, en vue d'un dénouement pacifique de la crise actuelle.

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. Le Défap se tient notamment en contact régulier avec la Mission Biblique, qui développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti), ainsi qu'avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), qui grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

«Vers une nouvelle économie de la mission»

Le colloque « Vers une nouvelle économie de la mission » qui s'est tenu le 11 octobre 2019 au Défap a permis en premier lieu d'exprimer les diverses conceptions de la mission, et les diverses attentes vis-à-vis du Défap. Il a permis d'ouvrir des pistes de réflexion, de souligner les besoins de clarification... et il a donné lieu à la publication de deux livrets, « Paroles aux Églises » et « Actes du colloque », que vous pouvez retrouver ici, soit en téléchargement et en pdf, soit pour les commander gratuitement sous forme reliée auprès du Défap.



Basile Zouma, secrétaire général du Défap, introduisant la journée © Défap

Pour télécharger les cahiers en pdf :

[« Vers une nouvelle économie de la mission – Parole aux](#)

[Églises »](#)
[« Vers une nouvelle économie de la mission – Actes du colloque »](#)

Pour commander auprès du Défap :

[Bon de commande](#)

Pour lire ces deux cahiers en ligne sur Calaméo :

[Colloque volume 1](#)

[Colloque volume 2](#)

Une étape clé : c'est ainsi qu'a souvent été vécu et décrit par ses participants le colloque du Défap, organisé le vendredi 11 octobre 2019 au 102 boulevard Arago. «J'ai eu le sentiment de vivre un moment exceptionnel : j'ai vu trois présidents d'Église réunis», témoignait ainsi dès le lendemain en Conseil du Défap Christine Villard, de l'Église protestante unie de France, référente régionale Mission-Défap en PACCA. «J'ai entendu parler de mutualisation de moyens en matière d'international... Un autre mot important qui est ressorti, c'est celui de la complexité ; et il faut accepter que cette complexité, on ne la maîtrise pas.» Au cours de cette même réunion, Thomas Wild, de l'UEPAL, évoquait pour sa part un événement «très riche» dans lequel «les directions d'Église se sont impliquées». Quant à Joël Dautheville, président du Défap, il faisait part de son «sentiment qu'on a réussi à franchir un cap, qui de mon point de vue n'était pas évident». Et d'ajouter : «Je nous invite maintenant à prendre cette dynamique refondatrice, précisément comme une dynamique : c'est un élan...»

Ce colloque, intitulé : «Vers une nouvelle économie de la mission», avait d'abord pour but de permettre l'expression en un même temps et dans un même lieu des diverses conceptions de la mission, et des diverses attentes vis-à-vis du Défap, qui

existent aujourd'hui au sein des trois Églises fondatrices : l'EPUDF (Église protestante unie de France), l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine) et l'Unepref (Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France). Il réunissait environ 80 participants. Il devait être suivi quelques mois plus tard, à Sète, d'un forum plus large, auquel il devait fournir de la matière et des éléments de réflexion – mais le contexte sanitaire a finalement contraint à changer de format, ce qui a donné naissance à la série de webinaires « Les Ateliers de la mission ».

D'où une journée dense, entre plénières et travaux en ateliers, entre table ronde avec les présidents des trois Églises constitutives du Défap et intervention d'un sociologue, Frédéric de Coninck, sur le thème : « Si proches et si loin les uns des autres – Quel défi pour la mission dans nos sociétés éclatées ? »... Le tout conclu par un retour sur les travaux de la journée par Frédéric Rognon, professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie Protestante à l'Université de Strasbourg.

«Mission», «évangélisation», «témoignage»



*Florence Taubmann, du service Animation – France du Défap,
lors de la table ronde avec les trois présidents des Églises
fondatrices © Défap*

Outre les cahiers désormais disponibles, il reste de cette rencontre à la fois des images, des questionnements et des pistes de travail. L'image, tout d'abord, de Florence Taubmann, qui lors du temps d'aumônerie de la matinée a voulu placer les échanges de la journée sous le thème de la joie : «C'est joie que cette parole (...) Joie frémissante, fragile et imprenable. Joie mystérieusement inextinguible, qui résiste au mal et au malheur, au doute et aux échecs. Joie qui se chante ! (...) Notre mission frères et sœurs, c'est vraiment d'accueillir cette joie ; de vivre, porter, partager, cette joie.» Autre image, celle des deux présidents et de la présidente des trois Églises fondatrices siégeant côte à côte, à la même tribune, devant les participants du colloque, et évoquant tour à tour ce que signifiaient pour eux les mots de «mission», «évangélisation», «témoignage», ou encore «institution». Ainsi pour Emmanuelle Seyboldt, présidente de l'EPUDF, «la mission, c'est James Bond (...) quelque chose de risqué, qui exige un fort investissement de la personne». Christian Albecker, président de l'UEPAL, a évoqué pour sa part son expérience à la tête de la mission intérieure de Strasbourg. Quant à Jean-Raymond Stauffacher, président de l'Unepref, il a souligné : «la mission est génétique pour moi», en se référant à sa famille marquée par «quatre générations de missionnaires».

Mais au-delà des Églises fondatrices avaient aussi été invités divers partenaires du Défap ; c'était le cas d'Étienne Roulet, alors président du Conseil de DM-échange et mission, qui au cours des échanges du matin avait évoqué les similitudes entre la dynamique de refondation lancée au sein du Défap, et la mue amorcée avec deux années d'avance au sein de DM, l'équivalent du Service protestant de mission pour la Suisse romande :

«Nous avons eu un synode missionnaire qui a voté ce changement avec comme maître mot celui de réciprocité : mettre en lien les Églises d'ici et de là-bas pour qu'elles puissent s'entraider dans la mission, chacune sur son territoire».



Intervention de Frédéric de Coninck © Défap

Au chapitre des questionnements et des pistes de travail, Frédéric de Coninck a pointé les défis actuels que pose à la mission une société où «le loin est devenu proche», fait universellement admis aujourd'hui, mais où parallèlement «le proche est devenu loin», ce qui crée des difficultés et des tensions face auxquelles les outils d'adaptation manquent encore. Tout au long de sa carrière, cet ingénieur de formation, et sociologue, a su concilier sa carrière de chercheur, qui l'a amenée entre autres à travailler au sein du Laboratoire Ville Mobilité Transport (Université Paris-Est) sur toutes les problématiques de la Ville Durable... et son appartenance à une Église mennonite de région parisienne. Il se définit ainsi lui-même comme une «personne frontière», un possible point de passage ou relais d'information entre des sphères qui ne communiquent pas naturellement ; or ce sont précisément de telles «personnes frontières» qui, dès les

premiers temps d'expansion du christianisme, ont su participer à sa diffusion dans les diverses sociétés méditerranéennes... À l'heure où l'on parle facilement de «mondialisation», les échos lointains de cette déjà ancienne «méditerranéisation» pourraient-ils apporter des outils pour s'adapter ?

Concluant la journée à l'issue des travaux en ateliers et des premiers retours des divers groupes, Frédéric Rognon a tenu à poser quelques jalons : «Le Défap a décidé de s'engager dans un processus de refondation et la journée d'aujourd'hui est un jalon sur cette route. Il a été demandé à plusieurs reprises de clarifier ce processus. Donc précisons : la refondation, ce n'est pas l'aggiornamento du type Vatican 2 ; ce n'est pas la tabula rasa ; ce n'est pas la restauration réactionnaire.» Mais s'il s'est refusé à fournir «une synthèse qui lierait la gerbe de manière prématurée», il a tout de même laissé aux participants quelques «biscuits». Tout d'abord, dans cette dynamique de refondation, il a souligné «la nécessité de tenir conjointement et fermement les deux pôles réalisme et utopie», de «ne verser ni dans la stricte gestion des flux, ni dans le rêve désincarné». Ensuite, se référant à Jacques Ellul, il a invité à poursuivre la route armé d'un «pessimisme rempli d'espérance». Paradoxalement, le «temps de la déréluction», ce terme par lequel Ellul désignait notre époque marquée par «la perte des repères spirituels», c'est aussi le temps approprié à l'espérance...

Dernière ligne droite...

La sauvegarde de la création au cœur des Synodes régionaux de l'ÉPUdF

Le mois de novembre va être marqué par les synodes régionaux de l'Église protestante unie de France, l'une des trois unions d'Églises dont le Défap est le service missionnaire. Avec comme thème : «Écologie : quelle(s) conversion(s) ?», qui sera au centre du synode national en 2020. Cette question de l'écologie et de la sauvegarde de la création fait pleinement partie des préoccupations du Défap : elle figure dans son programme de travail, se retrouve à travers divers projets ou partenariats, ainsi que dans les thématiques de ses forums régionaux.



Peinture réalisée lors du forum de Condé-sur-Noireau, organisé en partenariat avec le Défap (septembre 2019) © Défap

Les questions de justice climatique peuvent s'envisager de deux manières. Sur un plan juridique : les procès liés à la dégradation globale de l'environnement se sont multipliés au cours des dernières années. Depuis 2006, on compte plus de 1300 plaintes relatives au climat, déposées dans une trentaine de pays. Ces plaintes visant le plus souvent des gouvernements, ou parfois de grandes entreprises, ont surtout un effet d'interpellation. Mais la justice climatique a aussi un versant théologique, dont se saisissent de plus en plus les Églises, dans une démarche de plus en plus large, œcuménique... et militante. En témoigne une manifestation chrétienne internationale en faveur du climat qui se tient chaque année depuis plus de 10 ans : le [«Temps pour la Création»](#), traditionnellement organisé entre début septembre et début octobre – plus précisément entre le 1er septembre (début de l'année liturgique orthodoxe) et le 4 octobre (Saint François d'Assise, le saint patron des animaux et de l'environnement dans la tradition catholique), en passant par la fête des récoltes (parfois célébrée en milieu protestant)... Ce rendez-vous a été initié en Europe en 2007 ; en 2019, il a reçu un nouveau nom, celui de «Saison de la Création». Une appellation choisie de manière œcuménique au niveau international parmi l'ensemble des institutions chrétiennes.

Dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, [l'implication du Conseil œcuménique des Églises](#) est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est [présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat](#) – les fameuses «Conférence des parties» ou COP. L'implication d'Églises de toutes tendances dans ces rounds réguliers de négociations a

commencé à recueillir un fort écho international à partir de 2013 et de la COP 19, qui se tenait à Varsovie. Au premier jour de la conférence, Yeb Saño, délégué des Philippines, annonçait qu'il ne mangerait plus durant toute la durée de la conférence, en solidarité avec son peuple victime du typhon Haiyan. Une initiative isolée qui, contre toute attente, devait se transformer en mouvement de fond : car 27 organisations religieuses, dont les délégués étaient rassemblés à Varsovie, avaient alors [appelé à poursuivre le jeûne](#). De là était né [l'appel de la Fédération Luthérienne Mondiale](#) à une journée de jeûne par mois pour la justice climatique, jusqu'à la tenue, l'année suivante, de la COP 20 de Lima. En 2014, le nouveau round de négociations était précédé en septembre à New York par un Sommet sur le Climat voulu par Ban Ki-moon, alors secrétaire général des Nations Unies ; et parallèlement à cette réunion avait lieu dans la même ville un Sommet interreligieux sur les changements climatiques, organisé par le Conseil œcuménique des Églises et [Religions pour la paix](#). En 2015, la COP 21, réunie au Bourget, près de Paris, voyait une multiplication d'[initiatives communes entre protestants et catholiques](#) avec notamment divers «pèlerinages climatiques» ; les initiatives catholiques étaient alors stimulées par la parution, au cours du mois de juin de la même année, de [l'Encyclique du Pape François](#) sur l'écologie humaine.

En France aussi...

Au niveau international, les initiatives sont donc nombreuses. Au niveau français aussi, les Églises s'engagent. Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#). Elle est aujourd'hui présidée par [Martin Kopp](#), qui était [présent à Varsovie lors de la COP 19](#) et a travaillé comme chargé de plaidoyer pour la Fédération luthérienne mondiale. Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On

peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label «[Église verte](#)». Pour 2020, l'Église protestante unie a inscrit à son prochain synode national le thème de l'écologie. Dans cette optique, les Églises locales et paroisses ont été invitées à travailler sur le thème : [«Écologie : quelle\(s\) conversion\(s\) ?»](#), qui se retrouve désormais au centre des synodes régionaux qui vont se tenir [tout au long du mois de novembre dans chacune des neuf régions de l'EPUdF](#). Des réunions auxquelles le Défap sera représenté, comme chaque année...



L'accueil du site egliseverte.org

Ce qui pose la question : et la mission dans tout ça ? On ne peut tout simplement pas imaginer l'annonce de l'Évangile déconnectée des motifs d'inquiétude et de souffrance de l'humanité. *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie dans l'espace protestant francophone, avait d'ailleurs consacré fin 2014 un numéro entier aux défis de l'écologie (PM n°69 : [«Héritiers et témoins d'une terre promise»](#)). Christian Bonnet, qui venait alors tout juste d'achever son mandat de secrétaire général du Défap, y écrivait dans l'éditorial : *«La mission consiste à annoncer aux humains une bonne nouvelle qui les rejoint dans leurs préoccupations. À l'époque d'Esaië, l'inquiétude porte sur la menace que font peser les grands empires colonialistes sur les*

États voisins. À l'époque de Paul, les fractures sociales au sein de l'Empire romain amènent les chrétiens à mettre en avant l'idée d'une humanité réconciliée par Jésus-Christ. Au 16e siècle, à la suite des grandes épidémies de peste, les gens s'interrogent avec angoisse sur une vie possible au-delà de la mort terrestre: l'annonce du salut met alors en avant l'idée de résurrection et de vie éternelle. Et pour aujourd'hui, où notre inquiétude porte sur la préservation de notre cadre de vie, où notre souci est de léguer une terre habitable à nos enfants, quelle pourrait être la bonne nouvelle qui serait pour tous les peuples le sujet d'une grande joie ?»

Au Défap aussi, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement est donc bien présente. Elle fait [partie intégrante du programme de travail établi depuis 2015](#), et se retrouve à travers un certain nombre de projets : c'est le cas du soutien apporté à [l'association Abel Granier](#), qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. C'est le cas du partenariat établi avec [l'ALCESDAM](#), Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du [projet Beer Shéba](#) à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agroforesterie durable. Il est l'un des [membres fondateurs du Secaar](#) (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui met en avant parmi ses principaux axes de travail l'agroécologie et le respect de l'environnement, en lien avec les droits humains.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Cette préoccupation globale trouve enfin des traductions locales dans les rencontres régionales sur la mission. C'était déjà le cas lors du [«mini-forum» du Défap en région CAR](#), organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du [forum organisé à Condé-sur-Noireau](#) pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : *«Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre»*.

C'est quoi, vivre simplement ?

Loin des discours formatés sur l'environnement, le «mini-forum» de Condé-sur-Noireau, organisé fin

septembre avec le soutien du Défap, a été l'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Que signifie véritablement «Vivre simplement» ? Une thématique débattue tout au long du week-end à travers échanges et tables rondes, et illustrée par des témoignages concrets allant du monde de l'entreprise à celui des communautés religieuses. À noter, le 17 octobre, une émission sur RCF avec Éric Trocmé, qui reviendra en détail sur cette rencontre.



Vue de quelques intervenants du «mini-forum» de Condé-sur-Noireau © Défap

Préservation de l'environnement et développement durable, mais aussi partage des richesses et accueil des migrants : toutes ces thématiques étaient rassemblées derrière le thème du «mini-forum» de Condé-sur-Noireau, organisé du 27 au 29 septembre par l'Église Protestante Unie du Bocage normand avec le soutien du Défap. Les débats tournant autour d'une citation de Gandhi, qui en donnait la coloration : «Vivre simplement

pour que d'autres puissent simplement vivre»... Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter la présence de Martin Kopp, qui a été chargé de plaider de la Fédération luthérienne mondiale pour la «justice climatique» et qui préside aujourd'hui la Commission «Écologie et justice climatique» de la Fédération Protestante de France. Mais aussi de Basile Zouma et Florence Taubmann, respectivement secrétaire général et responsable du pôle France du Défap. Pour l'occasion, la mairie de Condé-sur-Noireau avait mis à disposition les halles de la ville pour une exposition illustrant le thème du «Vivre simplement».

Cet accent mis sur la «justice climatique», conjuguant enjeux environnementaux et enjeux sociaux, était déjà un marqueur du «mini-forum» de la région Centre-Alpes-Rhône, qui avait été organisé avec le réseau Bible et création. Même si, à Condé-sur-Noireau, les débats se sont surtout centrés sur la première partie de la citation qui donnait le thème de la rencontre, et sur la question du «Vivre simplement». Une question déclinée tout au long du week-end non seulement à travers une exposition, un film, une pièce de théâtre et des témoignages, mais aussi à travers des tables rondes et ateliers ; le tout entrecoupé de moments conviviaux autour de repas (à base de produits bio et locaux, bien sûr) ou d'un groupe de musique tzigane, qui a emmené les participants à travers la ville...



À travers Condé-sur-Noireau au son de musiques tziganes © Défap
L'ensemble du week-end a donc assuré une visibilité importante à la communauté protestante, et c'est déjà l'un des enjeux de telles rencontres, comme le souligne Basile Zouma. Il a aussi représenté un moment d'échanges sortant des cadres de discours tout faits, autour de questions très concrètes : en quoi le fait de vivre simplement ici permettra-t-il d'aider à la justice climatique à l'autre bout de la planète ? Que peut-on faire au quotidien ? Comment être cohérent avec ses propres engagements ? Peut-on choisir de devenir végétarien... et néanmoins continuer à prendre l'avion si on se déplace à l'étranger ? Plus largement, à l'égard des jeunes générations, comment avoir un discours vrai, qui n'enjolive pas la réalité, mais ne soit pas non plus désespérant au point de décourager tout engagement ?

«Des progrès à petits pas»

«La table ronde a été très appréciée, souligne Basile Zouma : il y avait des tendances très différentes qui étaient représentées, et qui ont su dialoguer. Nous avons eu un exposé des dernières prévisions scientifiques sur le réchauffement climatique. Nous avons eu aussi des participants qui ont

insisté sur la nécessité de laisser un espoir d'ouverture et donc d'éviter les discours catastrophiste ; sachant qu'il n'est pas forcément nécessaire de s'appuyer sur de tels discours pour s'engager à protéger la création. Avec ou sans l'avis de scientifiques et d'experts, qui ne peuvent pas prétendre à une précision mathématique puisque la science progresse toujours par erreurs corrigées, nous ne pouvons qu'être gagnants si nous protégeons notre environnement. Une maison qu'on n'occupe pas se dégrade ; une maison occupée aussi... Nous avons forcément une empreinte écologique, que nous le voulions ou non. Il s'agit de trouver comment la réduire...Et l'aspect très positif de cette rencontre est finalement que chacun s'est senti interpellé dans ses engagements personnels. L'Église Protestante Unie du Bocage normand est d'ailleurs elle-même engagée pour la préservation de l'environnement.»

Florence Taubmann souligne également la qualité des échanges tout au long du week-end, et leur ancrage dans le concret. À l'exemple du témoignage d'un chef d'entreprise membre des EDC (les [Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens](#)) : «Il a très bien su faire passer l'idée que dans les entreprises, il n'y a pas que des machines : ce sont avant tout des êtres humains qui travaillent. Et quand on veut transformer les choses, on ne peut pas en faire abstraction et tout révolutionner d'un seul coup. Ce sont des efforts dans la durée, des progrès faits à petits pas. On est dans une réalité humaine dont on doit tenir compte. Loin des discours très culpabilisants quand on touche à la thématique de l'environnement, il faut bien se rendre compte que l'on n'est pas tout-puissant, dans le mal ni dans le bien.» Parmi les autres témoignages illustrant le «Vivre simplement», Florence Taubmann évoque aussi celui de communautés religieuses, comme les [Frères Missionnaires des Campagnes](#), une congrégation religieuse fondée en 1943 en Seine-et-Marne par le dominicain Michel Épagneul. Quatre d'entre eux étaient présents au «mini-forum» de Condé-sur-Noireau. Autre exemple de simplicité de vie, celui des [Diaconesses de Strasbourg](#), illustré à travers un film, *Rue du*

Ciel, réalisé par Ravo Rivo (fille d'Augustin Rivo, aumônier au CHU de Reims), et qui a été diffusé par KTO TV. Vous pouvez en [trouver ici une présentation détaillée](#), et visionner ci-dessous l'intégralité du documentaire :

Vous pouvez retrouver ci-dessous un aperçu en images de ce week-end, en attendant un compte-rendu plus détaillé : le 17 octobre, sur RCF, c'est Éric Trocmé, très impliqué dans cette rencontre, qui reviendra sur le forum de Condé-sur-Noireau dans une émission spéciale. À écouter à partir de 11 heures du matin, et [à retrouver ensuite ici](#).

La Corée, invitée d'honneur de Perspectives Missionnaires

Ce numéro 78 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, observe ce qui se passe du côté de l'Est et de l'Asie : plus précisément du côté de la Corée... Histoire et évolutions actuelles du christianisme coréen, et tout particulièrement du protestantisme ; relations avec les Églises de France... Vous y retrouverez un entretien exceptionnel avec Huy-yeon Kim, sociologue et maîtresse de conférences à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations

orientales), un regard sur la «mission en retour» en Occident... Un numéro qui invite au déplacement.



Le n°78 de Perspectives Missionnaires © PM

La Corée du Sud est assez présente dans l'actualité internationale. Elle a gagné du prestige grâce à sa puissance technologique et industrielle, avec des conglomérats – les chaebols – comme Samsung, Hyundai ou LG Group. Son rayonnement culturel – la Hallyu – est croissant, à travers la musique KPop, la bande dessinée ou le cinéma. Le réalisateur Bang Joon-ho a décroché la Palme d'or 2019, à Cannes, pour son film Parasites. Elle occupe aussi une place particulière en géopolitique, étant le jouet des tensions entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, tandis que son frère ennemi du Nord agite régulièrement la menace de l'arme nucléaire. Pour autant, l'histoire et la culture de la Corée nous demeurent assez méconnues, tout comme celles de ses Églises.

Le présent dossier ne prétend pas combler ces lacunes, mais il voudrait attirer l'attention sur une société singulière qui est parvenue à subsister, notamment grâce à son génie propre, bien que prise en étau entre les grandes puissances voisines : la Chine, dont la Corée fut très longtemps vassale, mais aussi la Russie et le Japon.

La majorité de la population se déclare sans religion ; près de 60% en 2018, mais ce chiffre doit être pris avec précaution car l'influence multiséculaire de courants spirituels reste forte, avec des traditions toujours vivaces au XXIe siècle : le shamanisme, le bouddhisme, le confucianisme et plus récemment le christianisme. Depuis le XIXe siècle, ce dernier constitue une des composantes religieuses qui forge son identité, avec des expressions particulières. On compte à peu près 28% de chrétiens (8% de catholiques et 20 % de protestants) pour 15% de bouddhistes.

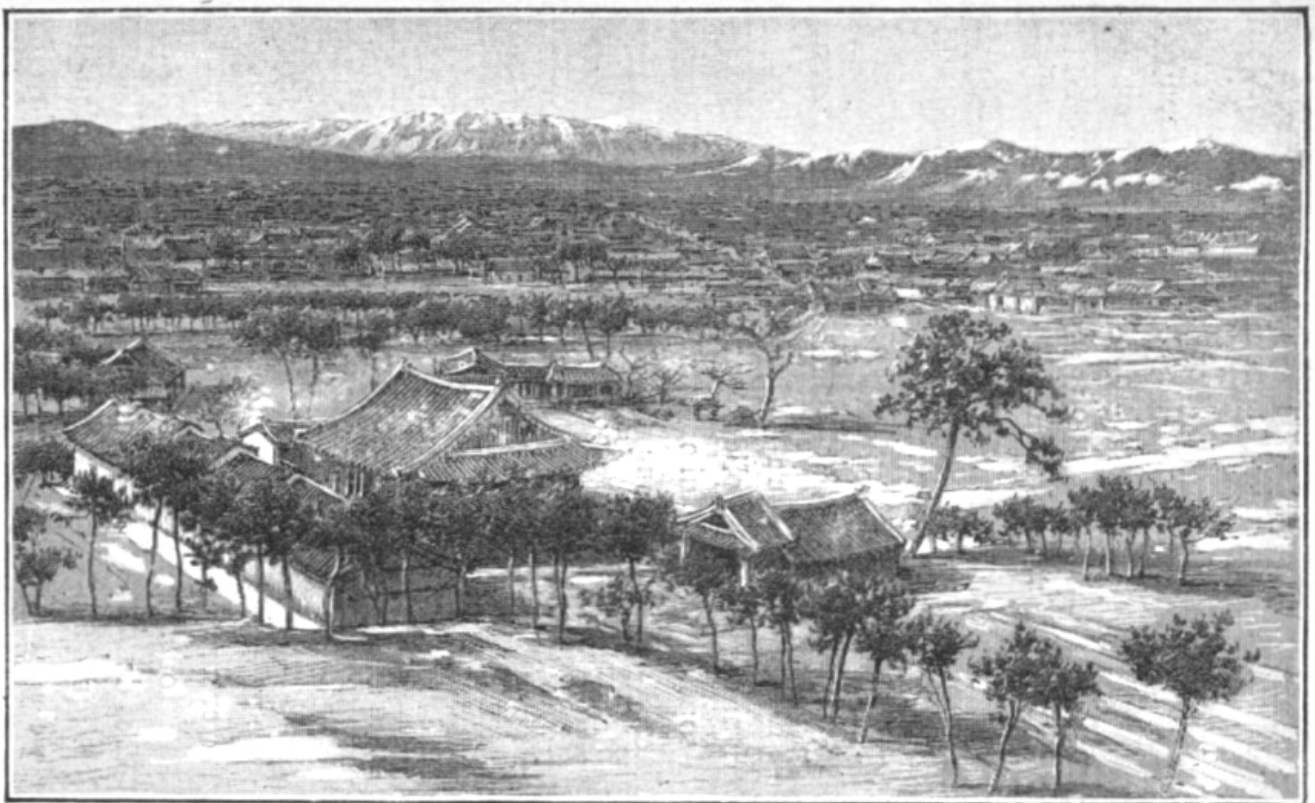
L'histoire de ce pays est complexe. Des facteurs multiples doivent être pris en compte pour essayer d'en comprendre quelques aspects. Si l'empreinte religieuse y est essentielle – celle du christianisme notamment -, la Corée du Sud entre progressivement dans l'ère de la sécularisation.

Au IVe siècle, le bouddhisme est introduit par la Chine dans la péninsule, où dominent alors les trois royaumes de Silla, Baekje et Guryeo. En 918, il devient la religion d'un royaume unifié, sous la dynastie Koryo, jusqu'au XIVe siècle. A nouveau sous l'influence de la Chine, à partir de 1392 et jusqu'en 1910, période dite «Joseon», les souverains marginalisent le bouddhisme pour adopter un néoconfucianisme qui devient la base idéologique de l'ordre social. Celui-ci repose sur une hiérarchie très stricte, avec une échelle de castes dominées par les élites de la noblesse, avec la subordination des femmes aux hommes, des jeunes aux aînés. La loyauté familiale et clanique, la piété filiale et le culte des ancêtres ont constitué pendant des siècles le cœur de la conscience collective et de la cohésion sociale. Même si les nouvelles générations tendent à remettre en question ce cadre moral, il demeure très prégnant aujourd'hui.

En 1784, à Beijing, Yi Seung-hun est le premier Coréen à être baptisé. La cérémonie est célébrée par le jésuite Jean Joseph de Grammont qui compte parmi les missionnaires catholiques français basés en Chine. Ceux-ci entrent régulièrement en

contact avec des Coréens de passage, diplomates ou négociants. En 1836, le premier missionnaire arrive clandestinement à Séoul ; Pierre Maubant est un prêtre envoyé par la Société des Missions étrangères de Paris. Trois ans plus tard, il est arrêté et décapité avec deux de ses collègues.

Le XIXe siècle est marqué par la poussée des puissances coloniales européennes et américaine, en compétition avec la Russie et le Japon pour tenter de s'imposer dans la région, si besoin par la force. Pour les Occidentaux, les enjeux sont multiples : contrôler l'espace maritime du Pacifique, des Mers de Chine orientale et méridionale, rester dans la compétition sur le marché de la pêche baleinière, accaparer une part du dépeçage de l'Empire chinois des Qing, contenir l'expansionnisme de l'Empire russe qui parvient à se saisir de la région de Vladivostok située aux portes de la Corée.



Le Palais des Mûriers (palais Gyeonghuigung) – in : La Corée indépendante, russe ou japonaise (p. 125) – Villetard de Laguerie – 1er janvier 1898 © Wikimedia Commons

Mais, à cette époque, les gouvernements successifs de Joseon sont plutôt opposés à l'introduction du christianisme, associé

aux intérêts étrangers. Cette seconde moitié du siècle est marquée par la persécution des quelques milliers de convertis ; beaucoup sont exécutés, de même que des missionnaires qui ont enfreint l'interdiction d'entrer sur le territoire.

Dans le même temps, des vaisseaux français effectuent des voyages de reconnaissance sur les côtes coréennes. Certains font naufrage ; les équipages reçoivent pourtant du secours. D'autres effectuent des mouillages dans les ports pour bénéficier de ravitaillement, mais le pays reste méfiant, lucide devant les motivations étrangères. Des ambitions de conquête, non portées par Paris, débouchent sur l'organisation d'une expédition militaire en 1866, à la suite de l'exécution de neuf missionnaires français. Le contre-amiral Pierre-Gustave Roze, gouverneur de la Cochinchine, conduit une offensive à partir du fleuve Han, il bombarde la capitale Hanyang (Séoul), mais il est contraint de reculer, non sans avoir effectué une razzia sur l'île de Kanghwa. Dans son butin, il rapporte des fusils, de l'or et de l'argent, des œuvres d'art, ainsi que des livres dont le fameux Jikji : il s'agit du plus vieil imprimé connu, daté de 1378, réalisé avec des caractères métalliques amovibles soixante-dix ans avant Gutenberg. Il se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale de France, à Paris.

Le protestantisme est amené dans la Péninsule par des missionnaires nord-américains, de confessions méthodiste et presbytérienne, à partir de 1884, dans un contexte de pression croissante des grandes puissances qui imposent à la Corée des traités de coopération. Le premier traité franco-coréen date de 1886, après la Russie (1884), les États-Unis et la Grande-Bretagne (1882), dans le contexte du déclin de l'Empire chinois de la dynastie des Qing et de la montée en puissance du Japon qui, dès 1876 et avant les autres, s'est imposé dans ce pays. Ces accords inégaux obligent la Corée à s'ouvrir à la liberté religieuse.

Les missionnaires protestants viennent avec la traduction des

Évangiles en coréen. En 1911, au moment où la première Bible intégralement traduite est diffusée, les chrétiens représentent environ 1% de la population.

En décembre 1913, à la Faculté libre de théologie protestante de Montauban, Jacques Delpech soutient une thèse de bachelier qui a pour titre : *Le Christianisme en Corée*. Ce travail étonnant est essentiellement basé sur des livres, articles ou rapports de missionnaires américains ; sa bibliographie ne compte que trois monographies en français, issues du milieu catholique. Dans son introduction, il dit ne pas avoir pu se rendre en Corée et il ne semble pas avoir eu l'occasion de rencontrer de Coréens.

Au moment où il présente sa thèse, Delpech sait que le Japon a annexé la Péninsule. Il ne le commente ni ne le dénonce, mais il rédige une courte conclusion qui peut surprendre, étant donné le contexte :

Ballotés entre la Chine et le Japon, les destinées politiques de la Corée ont été éminemment tragiques et ont eu un contre-coup sur la nation tout entière. Abaissée, humiliée, elle a voulu, elle veut encore se ressaisir, regagner sa personnalité. Elle a compris que cet idéal, les religions d'Orient les plus pures ne parviendraient à le lui faire atteindre. Alors elle s'est tournée vers le christianisme, et cette nation qui semblait vouée à une disparition plus ou moins lente, grâce à son acceptation enthousiaste du christianisme, est appelée à jouer un rôle important dans les destinées de l'Extrême-Orient. Un tel pays et un tel peuple sont dignes d'attirer l'attention des chrétiens d'Occident.

Les Églises protestantes ont très tôt contribué à former des cadres dans un esprit réformiste, quand la royauté se révélait incapable de sortir des schémas traditionnels et de donner les impulsions nécessaires à une restructuration du pays. Mais les Japonais étendent progressivement leur emprise sur la Corée. Ils s'imposent comme puissance coloniale avec des troupes

d'occupation (1895-1910) puis décident d'annexer le pays, situation qui perdure jusqu'en 1945. Après quelques décennies de paix religieuse, le rejet du christianisme reprend avec une intensité croissante sous le régime nippon qui introduit le shintoïsme et rend obligatoire certaines de ses dévotions.



Les Japonais crucifient les Coréens chrétiens « coupables » de vouloir la libération de leur pays du joug japonais (1919). © Wikimedia Commons

Dans une société où certains secteurs se réjouissent de la colonisation nippone, car ils y voient une opportunité de modernisation, les protestants prennent une part très active au mouvement de résistance et à la déclaration d'indépendance du 1er mars 1919. L'Église catholique cherche plutôt la conciliation. En s'identifiant avec l'aspiration nationale à regagner une totale souveraineté, les Églises protestantes acquièrent une indéniable crédibilité au sein d'une population traumatisée par la brutalité des autorités japonaises.

En 1945, les chrétiens ne représentent encore que 2 ou 3 % de la population. Ils sont surtout concentrés au Nord, où le christianisme va officiellement être interdit, de 1945 à 1950,

sous l'occupation soviétique. Le Sud de la Corée est alors administré par un gouvernement militaire américain qui favorise les Églises, d'autant plus facilement que les organisations bouddhistes et confucéennes sont exsangues. Les protestants coréens sont dans une position très avantageuse pour le recrutement dans l'administration en raison de leur engagement contre l'occupation et parce qu'ils comptent un nombre important de cadres anglophones ayant étudié aux États-Unis. Les Églises protestantes reçoivent de nombreux soutiens financiers des Églises-mères américaines ; cela leur permet d'être des actrices de poids dans la reconstruction du pays, en déployant une action sociale dans les domaines de l'éducation, de la protection des orphelins, de l'accueil des femmes seules.

En 1950, au Sud, 90% des quelques 2 000 nouvelles Églises, la plupart presbytériennes, sont fondées par des personnes venues du Nord. La guerre de Corée, qui s'achève en 1953, fait près de trois millions de morts ; le pays en ressort dévasté. La plupart des communautés protestantes deviennent des alliées de la puissance américaine, contre le régime communiste du Nord, dans la phase de reconstruction du pays. Mais la Péninsule est dorénavant coupée en deux, même si la guerre idéologique entre blocs occidental et communiste a cessé depuis longtemps. L'espoir de la réunification est porté par les Églises avec ferveur.

Même s'ils partagent des racines communes et une même langue, les mondes coréens sont cependant dispersés. Il faut compter avec une minorité nationale reconnue en Chine, soit deux millions de personnes principalement établies dans la province de Jilin et dans la préfecture autonome de Yanbian (Yeonbeon), à la frontière Nord de la péninsule. Quelques 600 000 Coréens vivent au Japon. Un nombre équivalent habite les États-Unis tandis que 300 000 vivent en Russie. Enfin, de nombreuses communautés forment une diaspora présente en Europe et à travers le monde.

L'occupation japonaise et la guerre de 1950-1953 ont favorisé l'émergence d'expressions millénaristes ou messianiques qui ont marqué les esprits. L'Église de l'unification fondée par Sun Myung Moon (souvent désignée comme la «secte Moon»), en 1954, a pour objectif d'établir le royaume des cieux sur terre. Ses cérémonies de mariages, réunissant des milliers de couples en un même lieu, furent largement médiatisées. Dans un autre style, l'Église du plein Evangile – Yoido de David Yonggi Cho, fondée en 1958, s'inscrit dans la ligne pentecôtiste des Assemblées de Dieu ; elle est reconnue comme la plus grande megachurch au monde ; son ministère est au départ fortement marqué par la volonté d'apporter la guérison des malades et de promouvoir la prospérité économique des fidèles.

Durant les années 1960 à 1990, la Corée du Sud connaît un boom économique impressionnant, obtenu à marche forcée sous des régimes militaires. Aujourd'hui, sur la scène internationale, des entreprises incontournables (Kia, Hyundai, Samsung) et un rayonnement culturel populaire (KPop, cinéma et séries télévisées) représentent la vitrine de la 11e économie du monde, avec un Indice de Développement Humain (IDH) légèrement supérieur à celui de la France. Cet essor est contemporain de la croissance du christianisme (augmentation de 330% entre 1962 et 1970), avec un protestantisme conservateur qui soutient un système productiviste capitaliste porté par des régimes autoritaires ou dictatoriaux. L'Église catholique, forte de son organisation internationale, se montre souvent plus indépendante et critique. Néanmoins, au sein du protestantisme, une aile minoritaire progressiste se démarque. Elle promeut la «théologie du minjung (peuple)» dans les années 1980. Celle-ci s'inscrit dans un mouvement qui traverse l'ensemble de la société : aspiration nationaliste socialisante. Le parallèle peut être établi avec la théologie de la libération en Amérique latine, où sévissent également des régimes qui répriment les mouvements populaires anticapitalistes, considérés comme procommunistes.



Busan, en Corée du Sud © Wikimedia Commons

L'affirmation du «peuple» dans ses ambivalences (masses populaires et/ou nation) est significative du besoin pour la société coréenne de préciser son identité, de trouver sa place dans la modernité. Pour Alain Delissen, «ce qui se cherche dans le nationalisme culturaliste et le discours des racines procède... rarement d'une pulsion archaïsante. C'est bien plutôt le futur du passé qui s'y cherche : la conquête d'un universel, d'une rationalité, d'une modernité, un peu moins marqués par l'aveuglement de leur naissance à l'Occident».

Des militaires se succèdent à la tête de l'État jusqu'en 1993. Mais un processus de démocratisation, porté par des responsables chrétiens «progressistes» soucieux des droits de l'Homme, est en marche et gagne l'ensemble des forces sociales. L'influence des Églises sur la scène politique devient alors moins perceptible, même avec un engagement social significatif et avec une forte implication en faveur de la réunification du Nord et du Sud. A plus long terme, toutes les institutions religieuses tendent à se recentrer sur leur

vocation spirituelle.

La progression des Églises protestantes, très liée à la cause nationale et patriotique ainsi qu'au développement économique de l'après-guerre, marque le pas à la fin du XXe siècle. Le doute s'installe parmi les jeunes générations, au moment où le modèle de développement et d'enrichissement américain est remis en cause, notamment suite à la crise financière asiatique de 1997.

Les missionnaires coréens dans le monde impressionnent encore par leur nombre – plus de 25 000 au début des années 2010 -, mais les Églises recrutent moins de jeunes. Le souvenir des vingt-trois missionnaires pris en otage en Afghanistan, en juillet 2007, a laissé un goût amer. Pour obtenir leur libération, les autorités ont en effet été obligées de négocier avec les terroristes. Le pays a alors le sentiment d'avoir perdu la face et le gouvernement impose des restrictions aux missionnaires, dénonce un prosélytisme trop agressif, et menace de retirer les passeports des personnes qui portent atteinte à la dignité de la nation.

Toutes les Églises sont aujourd'hui confrontées aux défis d'une société toujours plus sécularisée, indifférente aux institutions religieuses, marquée par l'individualisme et le consumérisme. Avec tous les exclus de la prospérité, leur action dans le domaine social est d'autant plus importante. Mais elles devront renouveler leur témoignage, se confronter aux défis contemporains des jeunes générations, si elles ne veulent pas être peu à peu marginalisées.

Marc-Frédéric Müller

Eléments de bibliographie

Sebastian Kim, Kirsteen Kim, A History of Korean Christianity, Cambridge, University Press, 2015.

Pascal Dayez-Burgeon, Histoire de la Corée, des origines à nos

jours, Paris, Tallandier, 2017 (Texte).

«La Corée, Combien de divisions ?», Critique, janvier-février 2018, n° 848-849.

Patrick Maurus, Les trois Corées, Paris, Hémisphères éditions, 2018.

Articles accessibles sur Internet

Delissen Alain, «Démocratie et nationalisme : le moment minjung dans la Corée du Sud des années 1980» in : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 45, 1997, p. 35-40.

Bertrand Chung, «Politique et religion en Corée du Sud» in : Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2001/32, p. 85-110.

Nathalie Luca, «L'évolution des protestantismes en Corée du Sud : un rapport ambigu à la modernité» in : Critique internationale, 2004, n° 22, p. 111-124.

Kirsteen Kim, «Christianity role in the Modernization and Revitalization of Korean Society in the twentieth Century» in : International Journal of Public Theology, 2010, n° 4, p. 212-236.

Site internet

<http://koreanchristianity.cdh.ucla.edu/sources/books/>

Dossier : L'Évangile selon les Coréens

- 3 Introduction : Corée du Sud, le futur du passé qui se cherche par Marc Frédéric Muller
- 13 Entretien avec Huy-yeon Kim, sociologue du protestantisme coréen
- 24 A la source du christianisme coréen par Jun-ho Song
- 30 Le cœur invisible de Joseon : l'expérience des premiers missionnaires protestants en terre coréenne par Sook-hee Youn Tchoe
- 39 Regard historique sur le rôle des femmes dans l'Église presbytérienne de Corée par Hee-kuk Lim
- 51 Collaborateurs-en-mission issus de l'immigration et « mission en retour » en Occident par Song-hun Kim
- 61 De la lumière du matin au coucher de soleil sur la tour Eiffel par Claire Sixt-Gateuille
- 67 Héritiers et disciples ! par Natacha Cros-Ancey
- 70 L'Église coréenne de Genève par Young-jin Park
- 74 La Communauté catholique coréenne à Paris, par Jean-Marie Aubert
- 78 A propos de la mission des Églises coréennes en France par Weon-yong Seong
- 83 Retour sur les relations France-Corée. La croix, la baleine et le canon : la France face à la Corée au milieu du XIX^e siècle

Rubriques

- 85 **Enquête**
 - Un pôle d'innovation religieuse au sein des Assemblées de Dieu de France. L'Église Martin Luther King de Créteil, par Bernard Coyault
- 96 **Document**
 - Manifeste pour la Mission
- 100 **Lecture**
 - Shafiqe Keshavjee, *L'Islam conquérant : petit guide pour dominer le monde*. Textes – Histoire – Stratégies, par Jean-Claude Basset

Prix 10 €



ISSN 0256-9558

L'Évangile selon les Coréens

2019, N° 78

© MFM



L'Évangile selon les Coréens

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans [Perspectives missionnaires](#), unique revue protestante de missiologie de langue française.

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture œcuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Gros plan sur le colloque d'octobre du Défap

La dernière émission «Courrier de mission», présentée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante, faisait le point sur les enjeux du colloque qui aura lieu le 11 octobre prochain au Défap. Avec comme invitée Florence Taubmann, pasteure au Service Protestant de Mission.



Florence Taubmann © Défap

Au Défap, le mois d'octobre sera celui du colloque «Vers une nouvelle économie de la mission – Parole aux Églises». Une rencontre qui s'inscrit dans un processus plus vaste, celui de

la refondation du Défap : ce colloque sera ainsi suivi quelques mois plus tard par un forum organisé à Sète.

Ce colloque, comme le souligne Florence Taubmann, intervient dans une période particulière, une période charnière. Son titre fait bien sûr référence aux problématiques financières qui concernent le Défap lui-même et ses Églises fondatrices (l'Église Protestante Unie de France ou EPUdF, l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine ou UEPAL, et l'Union Nationale des Églises Protestantes Réformées Évangéliques de France ou Unepref) ; mais au-delà, il propose surtout de réfléchir à toute l'économie de la mission, à la manière dont elle s'articule dans un contexte qui a profondément évolué par rapport à celui qui prévalait lors de la naissance du Service protestant de Mission, en 1971.

Gros plan sur le colloque d'octobre du Défap

Courrier de mission du 25 septembre 2019.

Émission animée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante

Fait révélateur, le forum du Défap organisé en 2012 à Rouen portait pour titre «Le monde est chez toi». Comme le souligne Florence Taubmann, il caractérisait bien la problématique de la mission aujourd'hui, tout en éveillant des échos du slogan de la Cevaa : aujourd'hui, la mission n'est plus unidirectionnelle, elle va de partout vers partout. Elle se place dans un contexte qui est devenu naturellement interculturel. Elle oblige à tenir compte de la réalité du christianisme aujourd'hui, non plus simplement dans les relations entre la France et des pays éloignés, mais en France même : avec d'un côté, un paysage ecclésial qui s'est complexifié et l'implantation d'Églises issues de l'immigration ; et d'un autre côté, au sein même des Églises implantées de longue date, des paroisses qui accueillent des chrétiens de plus en plus nombreux issus d'autres pays. On ne

peut aujourd'hui réfléchir à la mission sans intégrer cette dimension interculturelle, et sans s'interroger sur ce qu'elle implique sur les plans spirituel, théologique et ecclésial.

Courir pour Bafia, ici et là-bas

Chargement...

Courir pour Bafia, ici et là-bas

Le 19 octobre, dans le cadre de la première édition de Hope 360, course solidaire organisée par Asah, le projet du Défap (la réhabilitation de l'hôpital de Bafia) sera porté simultanément par des coureurs engagés à Valence... et par d'autres au Cameroun. Pendant que l'envoyée du Défap présente à Bafia prendra part à la course, d'autres envoyées l'ayant précédée présenteront le projet sur le stand du Défap à Valence. Les inscriptions sont encore ouvertes sur hope360.events/. Le 19 octobre, venez vous joindre à l'aventure !



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

C'est la dernière ligne droite avant le 19 octobre, et tout le

monde se prépare. À Valence même, où la première édition de Hope 360 va se tenir, les bénévoles sont à pied d'œuvre pour organiser l'accueil des «hopeurs». Les coureurs se retrouveront dans les allées du parc de l'Épervière pour des parcours de 1,7 km ou 6,8 km, à effectuer soit en courant, soit en roulant (il y a des courses à vélo, mais aussi... en engin roulant sans moteur, ce qui peut aller du skate à la voiture à pédales en passant par toute les innovations roulantes imaginables). Tout est bon pour participer aux diverses courses et lever des fonds au profit des divers projets... Au sein des équipes des divers acteurs chrétiens de la solidarité internationale issus du collectif Asah, on se prépare aussi. Ils sont une vingtaine associés au projet. Il y a là des noms connus comme Medair, ADRA, Le Sel, La Gerbe, l'Ircom, Michée France, Fidesco... Un ensemble œcuménique qui propose de soutenir des projets de santé, d'éducation, de protection de l'environnement – pour plus de justice, un meilleur partage des ressources, une vie plus digne... Collectivement, les membres d'Asah sont engagés dans plus de 140 pays pour apporter des réponses d'urgence, accompagner les populations dans leur développement et interpeller les politiques de tous les continents pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Mobilisés à Valence... et à Bafia

Le Défap fait partie de l'aventure, et propose aux «hopeurs» de courir pour soutenir la réhabilitation de l'hôpital de Bafia, un établissement de l'Église presbytérienne du Cameroun. Avec une particularité : la mobilisation pour ce projet se fait à la fois en France... et au Cameroun. Car au cours du week-end du 19 octobre, pendant que les «hopeurs» seront en train d'arpenter les allées du parc de l'Épervière à pied ou en roulettes, une course se déroulera aussi à Bafia. Avec notamment la participation d'Amandine Drouaillet, actuellement envoyée du Défap sur place, pour assister l'équipe du docteur Célin Nzambé. Aurélie Chomel, qui l'avait précédée, pourra de son côté témoigner de son expérience à Valence, sur le stand du Défap. Elle aura l'appui de Patricia Champelovier, également infirmière, qui a elle aussi fait le voyage à Bafia pour soutenir le projet, et qui est en outre présidente du conseil presbytéral de Saint-Péray au sein de l'Ensemble Valence-Deux-Rives.

Ci-dessous, vous pouvez retrouver un témoignage d'Aurélie lors de sa mission à Bafia, où elle a appuyé l'équipe du docteur

Célin Nzambé :

Avec peu, vous pouvez faire beaucoup

Avec peu de moyens, une structure comme celle de l'hôpital de Bafia fait beaucoup pour la santé de la population. Les établissements de santé gérés par des Églises ont en effet un rôle crucial dans un pays où les soins hospitaliers, que les patients doivent payer eux-mêmes, restent hors de portée du plus grand nombre. Mais les hôpitaux des Églises manquent eux-mêmes cruellement de moyens tant humains que matériels. Ce sont ces établissements que le docteur Célin Nzambé a décidé de réhabiliter, à la demande de l'Église presbytérienne du Cameroun. Et vous-même, par votre engagement à travers Hope 360, par les bonnes volontés que vous pourrez mobiliser, par vos dons, vous pouvez les aider à faire plus encore. Le moindre euro a une utilité immédiate. Voici quelques exemples :

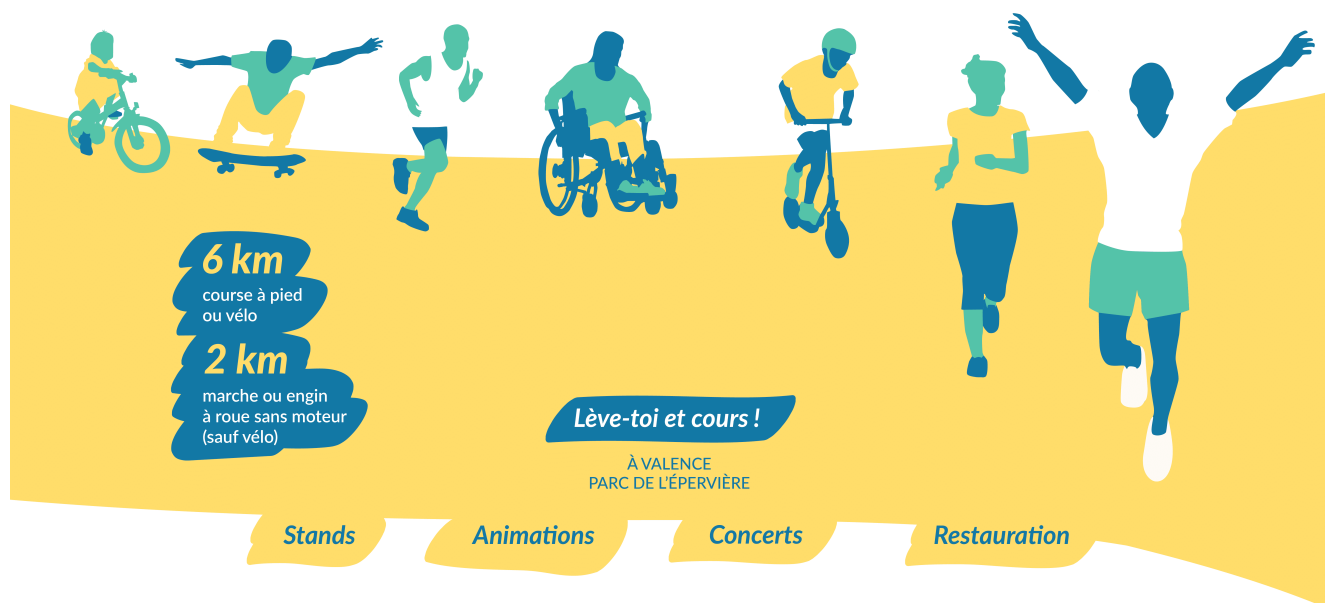
- **un accouchement** coûte 11 500 francs CFA (6 500 pour

l'acte médical + 5 000 pour le matériel), soit un total de 17,50 euros

- **une opération** : 60 000 CFA pour une hernie (91 euros), 120 000 pour une césarienne (182,30 euros)
- **une table d'accouchement** : 320 000 CFA (486 euros)
- **une table d'examen** : 150 000 CFA (228 euros)
- **un tensiomètre électrique** : 30 000 CFA (45,50 euros)
- **un déambulateur** : 25 000 CFA (38 euros)
- **un doppler fœtal** (pour écouter le cœur du bébé) : 120 000 CFA (182,30 euros)

Tous les dons peuvent donc sauver des vies. Car avant de soigner les malades, il faut soigner l'hôpital. C'est ce que vous pouvez faire en soutenant le travail entrepris par le docteur Célin Nzambé. Dans la vidéo que vous pouvez voir ci-dessous, il explique dans quelles conditions il intervient, au cours d'un entretien réalisé durant l'été 2018 par Jean-Marc Bolle, qui s'est rendu sur place.

Et vous, le 19 octobre, vous joindrez-vous à l'aventure ?



L'engagement citoyen au cœur des politiques publiques de développement et de solidarité

Alors que s'est tenu cette semaine à l'ONU le Sommet sur le Climat ainsi que le premier Sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD), la France vient d'adopter sa Feuille de route pour l'Agenda 2030 intitulée « Agissons pour un monde plus durable et solidaire ». Présentée le 20 septembre dernier par la

ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, cette véritable stratégie interministérielle pour la mise en œuvre des ODD en France dessine les grandes transformations à mener, à la fois sur le territoire national, en Europe et à l'international. Le volontariat et l'engagement citoyen en France et à l'international, ainsi que l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), sont identifiés comme des outils favorisant l'appropriation et la participation des citoyens à cet Agenda 2030. Voici la présentation faite par France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap : un texte qui complète la tribune de Coordination Sud que nous vous présentions plus tôt cette semaine.



Couverture du livret présentant la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 © DR

Une Feuille de route, six grands enjeux

Élaborée dans le cadre d'un processus de plus d'un an, au

cours duquel les parties prenantes – et notamment la société civile – ont été consultées, cette Feuille de route a permis d’engager une grande diversité d’acteurs français, provenant de tous les secteurs publics et privés, dans une voie commune pour le développement durable. Parlementaires, ministères, entreprises, associations, collectivités territoriales, syndicats et chercheurs se sont mobilisés afin de fixer le cap d’une société qui ne laisse personne de côté, et l’ambition d’un monde plus durable et plus solidaire.

Six grands enjeux prioritaires ont été identifiés :

1. Agir pour une société juste en éradiquant la pauvreté, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l’économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat et de la planète et de sa biodiversité
3. S’appuyer sur l’éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable
5. Rendre effective la participation citoyenne à l’atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l’expérimentation et de l’innovation territoriale
6. Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Autour de chacun de ces six enjeux, des priorités et propositions d’actions sont définies, et des exemples d’initiatives sont présentés.

Le document aborde également l'ambition d'une gouvernance renouvelée pour la réalisation de l'Agenda 2030, et des propositions de chantiers à conduire et d'expérimentations possibles à mener par groupes d'acteurs.



Logo de France Volontaires © DR

Le volontariat, l'engagement citoyen et l'ECSI reconnus comme outils pour l'atteinte des ODD

Afin de porter la voix du volontariat, de l'engagement citoyen et de l'ECSI, France Volontaires a participé activement aux différents travaux d'élaboration de la Feuille de route, en concertation notamment avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le CLONG-Volontariat.

France Volontaires se félicite de retrouver dans son contenu **plusieurs contributions** portées par la plateforme et ses membres.

Dans son enjeu 6 sur l'action extérieure de la France, la Feuille de route reconnaît l'engagement citoyen dans le domaine du développement et de la solidarité internationale comme un *«levier d'action transversal qui permet une appropriation concrète et durable des enjeux globaux et de l'Agenda 2030»*. Cette mention dans la Feuille de route de la France fait écho à la reconnaissance onusienne de l'engagement citoyen : le Rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies de 2014 sur l'Agenda 2030 qualifie le volontariat de *«moyen puissant et transversal dans la mise en*

œuvre des ODD».

Dans la Feuille de route, l'appui aux dispositifs de volontariat à l'international dans le cadre de la mobilité croisée et des volontariats réciproques est affirmé comme une ambition nationale. Ainsi, il est proposé de *«favoriser le développement des opportunités d'engagement volontaire à l'international pour répondre à la demande croissante des citoyens, tout en veillant à l'accessibilité au plus grand nombre, au principe de réciprocité, à la qualité des missions et des partenariats, ou encore des processus d'accompagnement des volontaires tout au long de leurs parcours».*

Le projet [PrODDige](#) (Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble), porté par le Service de Coopération au Développement (SCD), membre de France Volontaires, également partenaire du projet, est cité en exemple comme une initiative permettant de favoriser la participation citoyenne, en notamment l'appropriation des ODD, dans les territoires, à travers le volontariat de réciprocité.

Concernant l'ECSI, l'une des priorités de l'enjeu 3 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie est de *«s'appuyer sur l'éducation hors système scolaire pour changer les comportements».* Un soutien par des financements publics et privés aux associations agissant notamment pour l'éducation à l'environnement et au développement durable ou pour l'ECSI est préconisé.

L'Agenda 2030, un cadre commun à mettre en œuvre d'urgence

À dix ans de l'échéance de l'Agenda 2030, les voyants sont au rouge et les résultats sont loin d'être satisfaisants. En amont de la 74e Assemblée générale des Nations Unies actuellement en cours, le Secrétaire général, Antonio Guterres, a tiré la sonnette d'alarme et a appelé *«toute la*

société à accroître la pression sur les gouvernements pour qu'ils comprennent qu'ils doivent aller plus vite, car nous sommes en train de perdre la course» dans une interview de [Covering Climate Now](#).

Aux côtés de plus d'une cinquantaine d'organisations, **France Volontaires** est signataire de la Tribune [«Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable»](#) publiée le 22 septembre 2019 sur [Mediapart](#) et initiée par [Coordination Sud](#), plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Tout en affirmant que l'Agenda 2030 constitue le seul cadre international pouvant guider un réel changement de cap, le collectif d'organisations appelle par ce texte à *«une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques»*.

Avec l'adoption de la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, une stratégie est définie et les ambitions sont posées. Des modalités de mise en œuvre concrètes ainsi que des moyens alloués significatifs sont maintenant attendues. France Volontaires reste mobilisée pour faciliter la mise en œuvre des enjeux la concernant et notamment, le développement quantitatif et qualitatif des opportunités d'engagement volontaire international.

Frugalité heureuse, une

éthique religieuse ou non ?

Alors que se multiplient les appels à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, à revoir le partage des ressources pour limiter l'accroissement des inégalités, quel est le regard des religions du Livre ? Peuvent-elles, ensemble, apporter des éléments pour appuyer cette quête d'une «frugalité heureuse» ? Cette émission de Fréquence protestante, animée par Valérie Thorin, a été diffusée début septembre, alors précisément que s'organise avec le Défap le forum de Condé-sur-Noireau, autour du thème : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre».



© *Maxpixel*

Frugalité heureuse, une éthique religieuse ou non ?

Un livre, trois lectures du 1er septembre 2019.

Émission animée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante

Un livre, trois lectures : dans cette émission interreligieuse, Valérie Thorin fait dialoguer les trois religions du Livre. Un dialogue qui s'incarne à travers trois de leurs représentants : **Florence Taubmann**, pasteure au Service Protestant de Mission – Défap ; **Saïd Haddioui**, de la communauté musulmane Ahmadiyya ; et le rabbin **Jonas Jacquelin**, de la synagogue libérale de la rue Copernic.

Pour cette émission, diffusée le 1er septembre sur Fréquence Protestante, il était question de **frugalité heureuse**. Il est vrai que les menaces s'accroissent sur nos têtes : changement climatique amplifié par les émissions de gaz à effet de serre, décroissance accélérée de la biodiversité, raréfaction des ressources, pollution accrue de l'air, des terres, des mers, inégalités grandissantes face au partage des richesses et à l'impact du dérèglement global...

«Notre responsabilité est collective»

«L'avenir, note Valérie Thorin, a de la peine à s'écrire. Notre responsabilité est finalement collective. Individuellement, nous avons diverses manières de réagir et d'agir, nous essayons de trier nos déchets, de recycler, on répare ce qui peut être réparé... Mais dans cette émission interreligieuse, c'est notre éthique, les valeurs qui sont les nôtres, que nous allons interroger.» Et la manière dont ces **valeurs** et cette **éthique** naissent de notre **foi**. Sur quels principes, ou sur quelle histoire peut-on s'appuyer pour encourager une attitude permettant un meilleur partage – cette fameuse attitude de frugalité heureuse ?

Une thématique particulièrement d'actualité au sein des

Églises depuis quelques années, avec le développement d'initiatives de plus en plus suivies : on peut évoquer le **Label Église Verte**, que promeut la Fédération protestante de France ; la FPF a d'ailleurs institué en son sein, à la suite de la dynamique lancée à l'occasion de la tenue de la COP21 en France, une **commission Écologie – justice climatique**, dont est responsable Martin Kopp, qui travaille parallèlement pour la campagne Living the Change organisée par l'ONG internationale GreenFaith. Et comme le rappelle Florence Taubmann dans cette émission, ce thème de la «frugalité heureuse» sera encore à l'honneur à **Condé-sur-Noireau**, lors du **mini-forum du Défap** prévu les 27, 28 et 29 septembre pour la région Normandie, et qui tournera autour du thème «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre» (d'après une citation de Gandhi). L'objectif de ces rencontres régionales, à l'image de celle qui a déjà eu lieu en octobre 2018 en région centre-Alpes-Rhône, étant de «décentraliser» les débats sur la mission qui ont lieu régulièrement lors des forums du Défap, afin de se rapprocher des participants et de toucher un plus large public.